

Assez d'inflation !

Nous devons imposer l'augmentation générale des salaires

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout.

Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

Simple comme un meuble Ikéa

A l'équipement, la direction est en train de réorganiser tout l'approvisionnement. Finis les stocks en brigade, il faudra bientôt commander exactement ce qu'il faut pour chaque chantier et renvoyer ce qu'il reste. C'est sûr que les petites boîtes rouges et bleues avec leurs QR codes ça fait plus moderne, Mais si le résultat c'est d'annuler des chantiers pour une vis manquante, ça risque de bien nous compliquer la vie.

Zéro stock, zéro pièce

Au technicentre d'Hellemmes, le manque de pièce désorganise la production et rend le travail bêtement plus compliqué. La politique de zéro stock conduit parfois à faire livrer d'urgence par la route une pièce de quelques grammes depuis l'autre bout du pays, explosant le « bilan carbone ». Bel exemple d'écologie pour une entreprise qui se targue d'avoir une longueur d'avance sur le sujet. Nous aurions bien des idées pour se faciliter le travail tout en préservant l'environnement.

La sécurité avant tout

Au TCB, le câble d'un pont roulant a lâché et le crochet est tombé de 5 mètres de haut. La direction a été réactive pour condamner le pont... qui est hors d'usage. Par contre pas question d'immobiliser les autres pour les vérifier. Mais bon, tant qu'on porte la casquette on est en sécurité ?

Promesses minables

Dans le bouquet des annonces de la planification écologique de Macron, on retrouve le projet de développement de « RER métropolitains » ferroviaires sur 13 villes. Macron a promis l'investissement de 700 millions d'euros de l'État. Quand on sait que la mise en place du REME aurait déjà coûté 700 millions selon la région avec les résultats qu'on connaît, on mesure à quelle point cette somme est dérisoire.

Pour vraiment mettre en place une offre de transport qui permettrait aux usagers de laisser la voiture au garage, ce sont des dizaines de milliards qu'il faudrait investir pour créer des lignes, rénover le réseau et embaucher massivement.

Une écologie au chevet du patronat

Si dans le projet écologique de Macron la part réservée aux transports publics représente une poignée de cacahuètes, ce qui est surtout planifié dans cette affaire, ce sont les aides au patronat avec 1,8 milliard que l'État va verser aux industriels notamment pour développer les usines de fabrication de batteries électriques.

Rien n'est trop cher lorsqu'il s'agit de subventionner les capitalistes en faisant mine de sauver la planète...

Un coup de génie

Au nom de l'écologie, le gouvernement a lancé un plan de dépenses pour mettre en place dans le Haut-Rhin avant la fin 2025 des « camions électriques ». Le principe est inédit et révolutionnaire : des véhicules de transport de marchandises alimentés par une caténaire. Ça fera plaisir à nos collègues de Mulhouse Nord, dont la charge de travail décline depuis des années.

En Allemagne comme en France : augmenter les salaires !

Les cheminots Allemands de la Deutsch Bahn ont obtenu, après avoir menacé de faire grève, 410 euros par mois, ainsi qu'une prime défiscalisée de 2 850 euros versée avec le salaire d'octobre. Un exemple à suivre ici en France, alors qu'une journée de grève générale interprofessionnelle sur la question des salaires se prépare pour le vendredi 13 octobre prochain. Alors, tous et toutes en grève pour obtenir la même chose que nos collègues allemands !

**À Strasbourg – manifestation à 10h
Départ place de la République**

Au dépôt de Montesson en grève, la direction ne propose que du vent !

Sur le dépôt de bus Kéolis à Montesson (78) la grève se poursuit depuis trois semaines. Mercredi dernier, les grévistes ont rendu une petite visite à la direction pour imposer le paiement des journées de grève. L'accord de « fin de conflit » proposé n'est que du vent, et la direction a même eu le culot de vouloir payer les jours de grève... avec les RTT des salariés en grève. Elle ne veut rien lâcher et joue sur le temps afin que la grève s'essouffle. Une réelle convergence avec les autres dépôts de bus des alentours serait la solution pour la faire plier rapidement.

Fermetures de services d'urgence : les mobilisations se multiplient

Ils étaient 1500 manifestants à Feurs, au printemps. 6000 à Langres, fin septembre. Et samedi dernier, 30 septembre, ce sont près de 1000 personnes qui sont montées à la préfecture à Quimper pour s'opposer à la fermeture nocturne des urgences de Carhaix. Une politique d'austérité, menée partout en France, aux conséquences dramatiques. À Carhaix, une personne âgée et une petite fille de six mois sont décédées en septembre, faute d'avoir été prises en charge à temps. À la manifestation samedi, seule réponse du gouvernement : des gaz lacrymogènes. Contre cette casse de l'hôpital, la mobilisation des habitants et des hospitaliers doit s'amplifier. Leurs économies, nos morts !